

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - FEVRIER 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin février 2023 fait ressortir un déficit budgétaire de 10,6 MM.DH, comparable à celui de la même période de 2022 (-10,4 MM.DH). Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses de 4,5 MM.DH et des recettes de 4,2 MM.DH.

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales ...

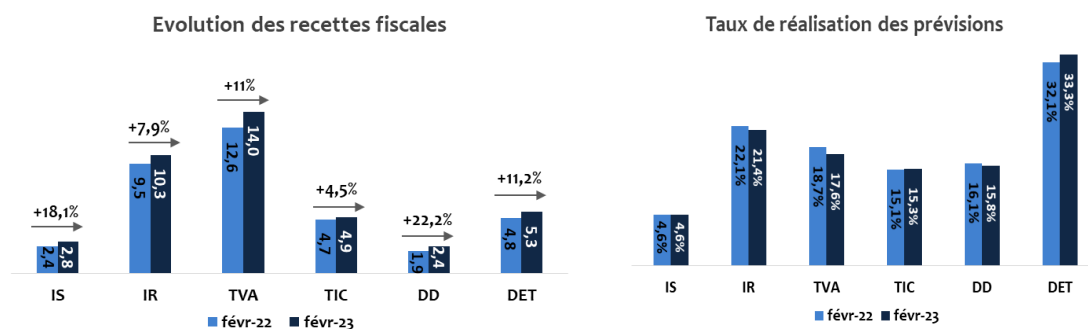
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 13,8% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF). Par rapport à fin février 2022, ces recettes se sont inscrites en hausse de près de 4,2 MM.DH ou 10,7%.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 15,7%. Leur progression par rapport à la même période de 2022 s'élève à +3,9 MM.DH ou 10,8%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à près de 1,3 MM.DH, contre 1,8 MM.DH à fin février 2022.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- IS : taux de réalisation de 4,6% et progression de 425 M.DH (+18,1%), due principalement aux recettes issues du contrôle fiscal (+317 M.DH) ;
- IR : taux de réalisation de 21,4% et augmentation de 755 M.DH (+7,9%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+736 M.DH) ;
- TVA à l'intérieur : taux de réalisation de 23%. Ces recettes se sont améliorées de 623 M.DH (+12,1%), recouvrant une hausse des recettes brutes de 233 M.DH et une baisse des remboursements de 390 M.DH s'établissant à 726 M.DH ;
- TVA à l'importation et droits de douane : leurs taux de réalisation s'élèvent à 15% et 15,8%, respectivement. Ces recettes ont augmenté de 766 M.DH (+10,3%) et 430 M.DH (+22,2%), respectivement, sous l'effet essentiellement de la progression des importations (+6,3% à fin janvier 2023) ;
- Taxes intérieures de consommation : taux de réalisation de 15,3% et hausse de 211 M.DH (+4,5%), attribuable principalement aux TIC sur les tabacs (+230 M.DH, +12,3%) ;

- Droits d'enregistrement et de timbre : taux de réalisation de 33,3%. Ces recettes se sont inscrites en hausse de 534 M.DH (+11,2%), attribuable notamment aux droits d'enregistrement (+357 M.DH) et à la TSAV (+56 M.DH).



... et stagnation des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, pour leur part, ont enregistré un taux de réalisation de 4%. Elles se sont établies à près de 2,2 MM.DH, soit au même niveau observé à fin février 2022.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à près de 1,3 MM.DH, enregistrant un taux de réalisation de 6,4%. Ces recettes portent, notamment, sur un versement de 1 MM.DH en provenance de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie. Les « autres recettes » se sont situées à 901 M.DH, enregistrant un taux de réalisation de 3% comparativement aux prévisions de la LF.

DEPENSES

Exécution maîtrisée des dépenses globales...

Les dépenses ordinaires se sont établies à 50,6 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 17,5%. Par rapport à fin février 2022, ces dépenses se sont accrues de près de 3,7 MM.DH, s'expliquant principalement par la hausse des dépenses au titre des biens et services (+2,8 MM.DH), des intérêts de la dette (+532 M.DH) et des charges de la compensation (+399 M.DH).

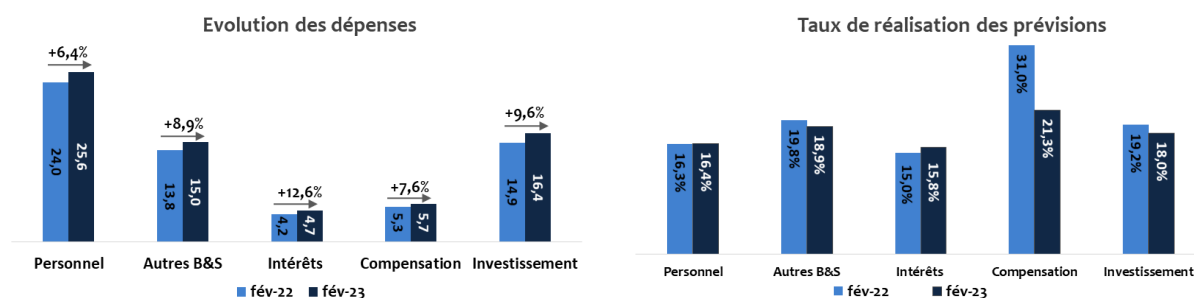
L'exécution des dépenses de biens et services est marquée par un taux de réalisation de 16,4% pour les dépenses de personnel et près de 19% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services ». L'augmentation de ces dépenses s'élève à 1,5 MM.DH et 1,2 MM.DH, respectivement.

Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu un taux de réalisation de 15,8%. Leur augmentation par rapport à fin février, soit +532 M.DH, résulte d'une hausse des intérêts aussi bien de la dette extérieure (+384 M.DH) que de la dette intérieure (+148 M.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de près de 20%. Ces charges se sont chiffrées à près de 5,8 MM.DH, dont 400 M.DH au titre des subventions accordées, en février 2023, aux professionnels du secteur du transport. Les charges de la compensation hors ces subventions ont affiché une quasi-stagnation par rapport à fin février 2022, s'expliquant par une hausse des mises à la consommation, alors que le cours du gaz butane a accusé une baisse, passant à 712 \$/T contre 856\$/T en moyenne un an auparavant.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 7,9 MM.DH, en amélioration de 890 M.DH par rapport à fin février 2022.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont affiché un taux d'exécution de 18%. Elles ont atteint près de 16,4 MM.DH, enregistrant une progression de 1,5 MM.DH comparativement à fin février 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de 13,6 MM.DH, contre 12,9 MM.DH à fin février 2022.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 7 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 17,7 MM.DH.

Ce besoin a été couvert majoritairement par le recours au marché de la dette intérieure à hauteur de 12 MM.DH, représentant près de 24% du flux global de l'endettement intérieur de 51,1 MM.DH réalisé à fin février 2023 et, dans une moindre mesure, par l'augmentation des dépôts au Trésor de 4,4 MM.DH et la mobilisation de financements extérieurs pour un montant net de 718 M.DH.

L'écart en termes de flux d'endettement intérieur de 39 MM.DH vise à constituer des marges pour préparer à l'avance et de manière ordonnée le financement des tombées importantes de la dette du Trésor des prochains mois et éviter d'exercer une pression sur le marché domestique. Ces tombées s'élèvent à près de 57 MM.DH au titre des 2 mois de mars et avril et atteignent près 19 MM.DH en moyenne mensuelle sur les dix derniers mois de l'année. L'importance de ces tombées s'expliquent principalement par la concentration des levées de 2022 sur les BDT de maturités inférieures ou égales à 1 an, avec un montant de près de 20,7 MM.DH et des levées au titre des mois de janvier et février 2023 sur les BDT à 13 semaines et 26 semaines pour un montant de près de 40 MM.DH.

Quant au flux positif de l'endettement extérieur, il recouvre des tirages de l'ordre de 2,1 MM.DH et des amortissements de près de 1,4 MM.DH.

Par ailleurs, le flux net des placements sur le marché monétaire s'est élevé à - 31,3 MM.DH à fin février 2023.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Février	Loi de finances	Février	Février 2023 / Février 2022		Taux de réalisation
	2022	2023	2023	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	38.921	312.721	43.100	10,7%	4.179	13,8%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	38.921	307.721	43.100	10,7%	4.179	14,0%
Recettes fiscales	36.147	255.273	40.057	10,8%	3.910	15,7%
- Impôts directs	12.183	113.165	13.529	11,0%	1.346	12,0%
- Impôts indirects	17.251	111.143	18.851	9,3%	1.601	17,0%
- Droits de douane	1.937	15.019	2.367	22,2%	430	15,8%
- Enregistrement et timbre	4.776	15.947	5.310	11,2%	534	33,3%
Recettes non fiscales	2.211	54.148	2.151	-	-60	4,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	814	19.464	1.250	-	436	6,4%
- Autres recettes	1.397	29.684	901	-	-496	3,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	563	3.300	892	-	329	27,0%
- Fonds de soutien des prix	34	600	75	-	41	12,5%
- Fonds spécial routier	529	2.700	817	-	288	30,3%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	49.274	378.396	53.726	9,0%	4.452	14,2%
DEPENSES ORDINAIRES	47.274	291.458	50.963	7,8%	3.690	17,5%
Biens et services	37.797	234.912	40.556	7,3%	2.759	17,3%
Personnel	24.034	155.794	25.570	6,4%	1.536	16,4%
Autres biens et services	13.763	79.117	14.986	8,9%	1.223	18,9%
Dettes publiques (1)	4.206	29.966	4.737	12,6%	532	15,8%
Intérieure	3.727	23.291	3.875	4,0%	148	16,6%
Extérieure	479	6.675	862	80,1%	384	12,9%
Compensation (2)	5.271	26.580	5.670	7,6%	399	21,3%
SOLDE ORDINAIRE	-8.353	21.264	-7.863	-5,9%	490	-37,0%
INVESTISSEMENT	14.948	91.138	16.378	9,6%	1.430	18,0%
dont Fonds spécial routier	0	2.700	0	-	-	0,0%
SOLDE DES CST (3)	12.948	4.200	13.615	5,1%	667	324,2%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-10.353	-65.674	-10.626	-	-273	16,2%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-8.508		-7.049		1.459	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-18.861	-65.674	-17.674	-6,3%	1.186	26,9%
FINANCEMENT INTERIEUR	17.913	13.142	16.957		-956	129,0%
Endettement intérieur	21.697		51.055		29.358	
Autres opérations	-3.784		-34.098		-30.315	
FINANCEMENT EXTERIEUR	947	52.532	718		-230	1,4%
Tirages	2.235	60.000	2.120		-116	3,5%
Amortissements	-1.288	-7.468	-1.402		-114	18,8%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Février	Loi de finances	Février	Février 2023 / Février 2022		Taux de réalisation
	2022	2023	2023	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	36 147	255 273	40 057	10,8%	3 910	15,7%
Impôts directs	12 183	113 165	13 529	11,0%	1 346	12,0%
Taxe professionnelle	8	128	8	0,0%	0	6,2%
Impôt sur les sociétés (I.S)	2 353	60 914	2 778	18,1%	425	4,6%
Impôt sur le revenu (I.R)	9 503	47 931	10 258	7,9%	755	21,4%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	2	0	0	-	-2	-
Taxe urbaine/d'habitation	1	14	1	0,0%	0	7,3%
Majorations	282	3 349	329	16,7%	47	9,8%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	28	800	147	-	119	18,4%
Autres impôts directs	6	30	8	33,3%	2	27,0%
Impôts indirects	17 251	111 143	18 851	9,3%	1 601	17,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	12 600	79 330	13 989	11,0%	1 389	17,6%
(Intérieure)	5 161	25 113	5 784	12,1%	623	23,0%
(Importation)	7 439	54 217	8 205	10,3%	766	15,1%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	4 651	31 813	4 863	4,5%	211	15,3%
(Tabacs)	1 876	12 500	2 107	12,3%	230	16,9%
(Produits énergétiques)	2 396	16 602	2 386	-0,4%	-11	14,4%
(Autres)	378	2 711	370	-2,2%	-8	13,6%
Droits de douane (D.D)	1 937	15 019	2 367	22,2%	430	15,8%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	4 776	15 947	5 310	11,2%	534	33,3%
RECETTES NON FISCALES	2 211	54 148	2 151	-	-60	4,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	814	19 464	1 250	-	436	6,4%
- Autres recettes	1 397	29 684	901	-	-496	3,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	563	3 300	892	-	329	27,0%
Fonds de soutien des prix	34	600	75	-	41	12,5%
Fonds spécial routier	529	2 700	817	-	288	30,3%
RECETTES ORDINAIRES	38 921	312 721	43 100	10,7%	4 179	13,8%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	38 921	307 721	43 100	10,7%	4 179	14,0%